

MESSAGES CLÉS

- La disponibilité alimentaire s’est nettement améliorée à travers le pays depuis août 2013. La bonne performance de la production agricole du printemps dans les zones les plus productives en sont les principales causes. Cette situation pourrait se maintenir jusqu’en janvier 2014, période pendant laquelle les stocks alimentaires commenceront à s’épuiser.
- Grâce à la production agricole qui est supérieure à celle de 2012, les prix des produits alimentaires de base ont affiché une baisse significative, améliorant ainsi l’accès aux aliments. Le prix du maïs, par exemple, a diminué en octobre de près de la moitié par rapport à son niveau de septembre 2012, ceci sur la plupart des marchés.
- Bien que faibles et tardives au cours des deux grandes saisons agricoles de 2013, les pluies sont néanmoins bien distribuées sur la plupart des zones de production. Cependant, certaines régions comme le Sud-est, le Nord-ouest, la Grand’Anse et le Nord ont souffert de sécheresse entraînant une faible production. Les ménages pauvres de ces régions sont en situation de Stress, situation correspondant à la Phase 2 de l’IPC. Il faut souligner que les communes Bombardopolis, Baie de Henne, Anse Rouge, Bainet et Jacmel, entre autres, continuent d’être des zones de préoccupation en ce qui concerne l’incidence de l’insécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Les stocks constitués à partir de cette production, surtout dans les zones déficitaires, seront épuisés dès janvier. Il s’ensuivra une augmentation des prix des produits alimentaires de base et une réduction de l’accès à l’alimentation des ménages pauvres de ces zones. Certaines d’entre elles seront en Crise (IPC Phase3) entre janvier et mars.

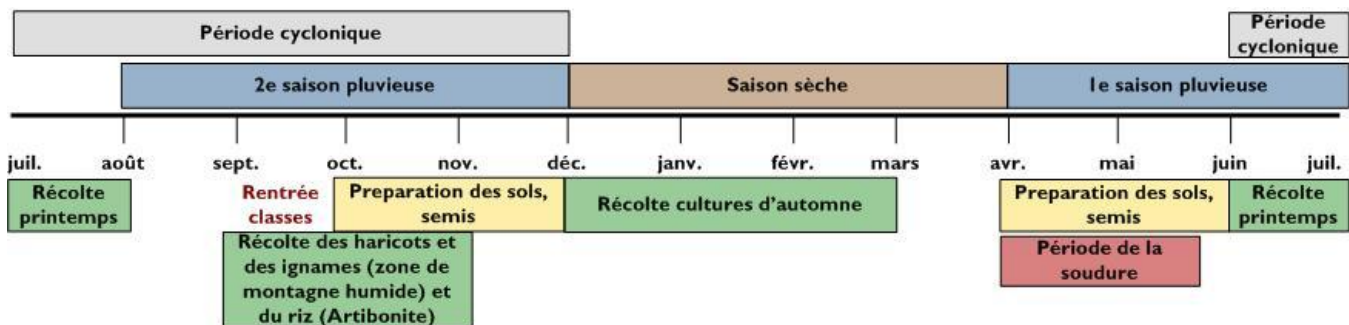
Figure I. Carte des résultats actuels de la sécurité alimentaire, octobre 2013



Source: CNSA/GTSAN

Cette carte représente les résultats De l’insécurité alimentaire *aigüe* qui sont pertinents pour la prise de décisions d’urgence. Elles ne reflètent pas nécessairement l’insécurité alimentaire *chronique*

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



Source: FEWS NET

PRESENTATION NATIONALE

Situation actuelle

Conditions climatiques. En 2013, les conditions climatiques ont été plus favorables à la production agricole qu'en 2012, marquée par la sécheresse et des ouragans de catégorie majeure. Bien qu'en deçà de la normale, les précipitations reçues en 2013 ont été mieux distribuées dans beaucoup de zones de production. C'est le cas des zones de Plaine en monoculture dans le sud, l'ouest, l'Artibonite et le Nord-est, des zones d'Agriculture de Montagne humide, d'Agropastorale de Plateau, entre autres, qui jouissent, depuis avril/mai, d'une meilleure répartition des pluies. Dans la péninsule du Sud, par exemple, la pluviométrie varie, durant cette même période, entre 100 et 400 millimètres en moyenne.

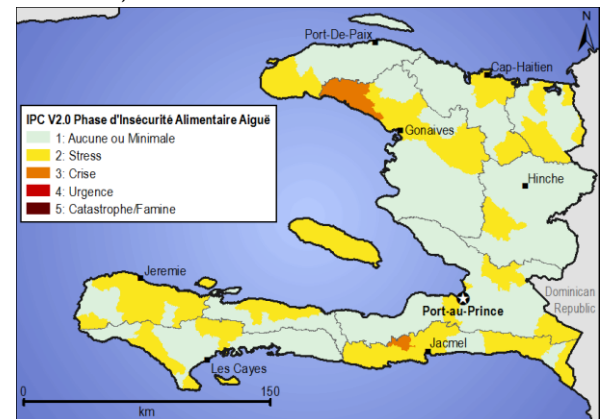
D'autres zones sont marquées toutefois par des périodes sèches tant pour la campagne agricole du printemps, entre mars et juillet, que pour la deuxième campagne qui a démarré en août/septembre. La zone Sèche d'Agriculture et de Pêche dans la péninsule du sud, la zone Agropastorale Sèche dans le Nord-Ouest et l'Artibonite ont été l'objet d'une sécheresse prolongée. Ces zones continuent à faire face à des déficits hydriques qui handicapent le développement normal des cultures (Figure 4). D'autres régions, cependant, ont été la proie d'inondations: la Plaine du Cul-de-sac et le bas Plateau Central par exemple. Ces communes ont reçu, au cours du mois d'octobre, des excès de pluie qui ont provoqué des dégâts matériels et des pertes en vies humaines.

Production agricole. Dans les zones où la pluviométrie était proche de la normale et bien distribuée, la récolte des céréales, des tubercules, des légumineuses, des maraichers est nettement supérieure à celle de 2012. D'après les résultats de l'évaluation agricole 2013, effectuée par la CNSA et ses partenaires, les zones à forte production ont eu et auront des récoltes élevées alors qu'elles seront très faibles dans les zones à déficit hydrique. De manière générale, la production agricole, d'après cette évaluation, est de loin meilleure que celle de l'année 2012, frappée par de nombreuses intempéries (deux ouragans, longues périodes de sécheresse, etc.) qui ont mis à mal la production agricole au cours de cette année.

Par ailleurs, aux conditions pluviométriques favorables à l'agriculture haïtienne, il faut aussi ajouter les apports des différents acteurs intervenant dans ce secteur. D'une part, la subvention de fertilisants jusqu'à concurrence de 60 pour cent par le Ministère de l'Agriculture, la distribution gratuite de quelques centaines de tonnes de semences de haricots, de maïs et des millions de boutures de patate douce ont pu contribuer à l'obtention de ces résultats. D'autre part, les ONG et la FAO ont apporté également leur appui en fournissant des intrants qui ont atténué la pénurie de semences.

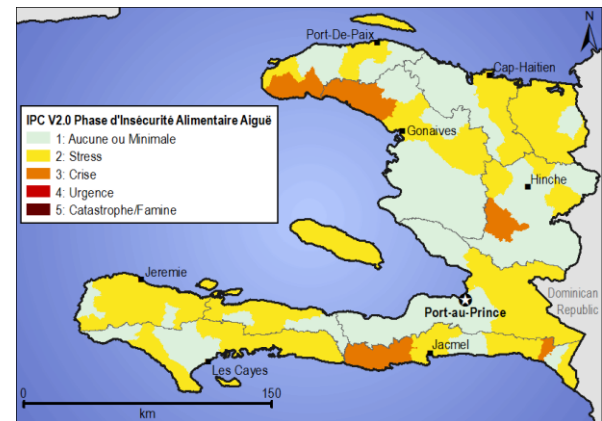
De plus, dans la plaine des Cayes, le Ministère de l'Agriculture et ses partenaires sont en train de prendre des mesures pour valoriser les filières du riz et du maïs. Ainsi, la plaine des Cayes aura une production de céréales qui dépassera celle de 2012. D'autres régions, comme le Plateau Central, certaines parties du Sud-est, l'Artibonite, le Nord-est, entre autres, produiront des surplus de céréales et de tubercules qui pourront, à court terme, suppléer aux besoins alimentaires dans les zones déficitaires, dont la péninsule du Nord-ouest, certaines communes dans le Sud-est et le Nord.

Figure 2. Carte des résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, octobre à décembre, 2013



Source: FEWS NET

Figure 3. Carte des résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, janvier à mars 2014



Source: FEWS NET

Ces cartes représentent les résultats d'insécurité alimentaire aiguë qui sont pertinents pour la prise de décisions d'urgence. Elles ne reflètent pas nécessairement l'insécurité alimentaire chronique. Veuillez consulter le site www.fews.net/foodinsecurityscale pour plus d'information à cet égard.

Dans certaines zones, les cultures ont fait l'objet d'attaques de pestes réduisant ainsi leur rendement. C'est le cas des communes de la presqu'île du Sud, touchées de plein fouet par la sécheresse et où la cochenille a détruit la culture d'arachide. Les fourmis envahissantes ont aussi causé de lourdes pertes aux cultures dans environ neuf communes du département de la Grand-Anse. Ces chocs ont en outre contribué à grever les revenus des agriculteurs qui auront plus de difficultés pour conduire la prochaine campagne agricole, vu que l'arachide est une culture de rente.

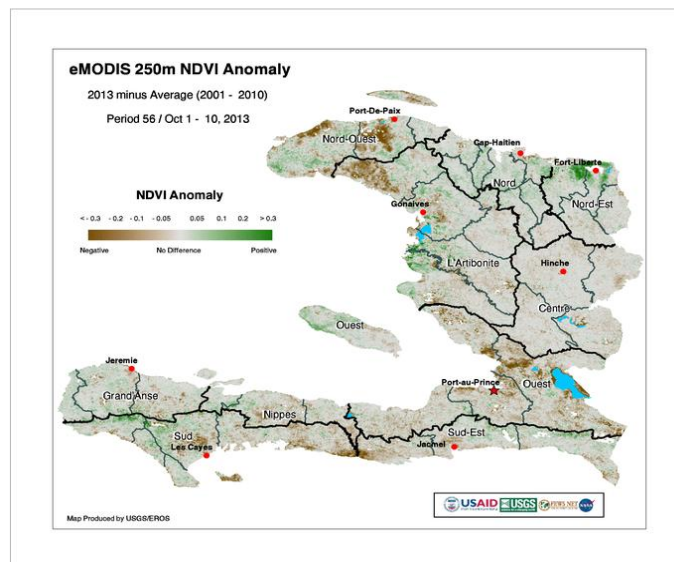
Évolution des prix. La performance agricole de 2013 a eu un grand impact sur le comportement des prix des produits alimentaires locaux. Depuis le début des récoltes en juillet/août 2013, les prix des produits locaux ont baissé significativement et tendent à se stabiliser. C'est le cas des produits comme la semoule de maïs et les haricots sur presque tous les marchés. Sur celui de Jacmel, la semoule de maïs continue sa chute pour atteindre une baisse de 18 pour cent entre août et septembre. Les semis tardifs du printemps ont entraîné des récoltes aussi tardives qui ont fait augmenter l'offre de maïs en septembre à un niveau plus élevé par rapport à une année normale. Il en est de même des haricots dont les prix ont baissé pour se rapprocher nettement de la moyenne quinquennale, sur le marché de Port-au-Prince notamment (Figure 5). Les autres produits comme les bananes et les tubercules, très prisés dans les régions, affichent une tendance à la baisse sur les marchés de Jérémie, du Cap-Haïtien, en raison des récoltes en cours dans ces régions.

Les prix des produits importés suivent cette même tendance reflétant celle observée sur le marché international: la stabilité et, dans certains cas, la baisse. La plus grande disponibilité des produits locaux et la chute de leur prix font diminuer la demande pour les produits alimentaires importés, entraînant ainsi la stabilisation et la chute des prix. Les prix du riz, par exemple, restent stables, entre août et septembre, sur la plupart des marchés.

Main-d'œuvre agricole. Avec le démarrage des pluies en septembre, la demande de main-d'œuvre agricole tend vers la normalité. Dans la zone de plaine en monoculture comme la Vallée de l'Artibonite, cette demande va en effet s'intensifier pour la production du riz, des maraichers et des haricots. Cependant, les jeunes en âge de travailler s'intéressent de moins en moins à l'agriculture, touchée de plus en plus par des aléas climatiques et caractérisée par un manque de crédit et de technologie appropriée pour une production soutenue et durable. Ils sont plus enclins à émigrer vers les villes et les pays étrangers (République Dominicaine et présentement Brésil). En outre, les taxi-moto et le petit commerce sont parmi les activités les plus populaires auprès des jeunes du milieu rural.

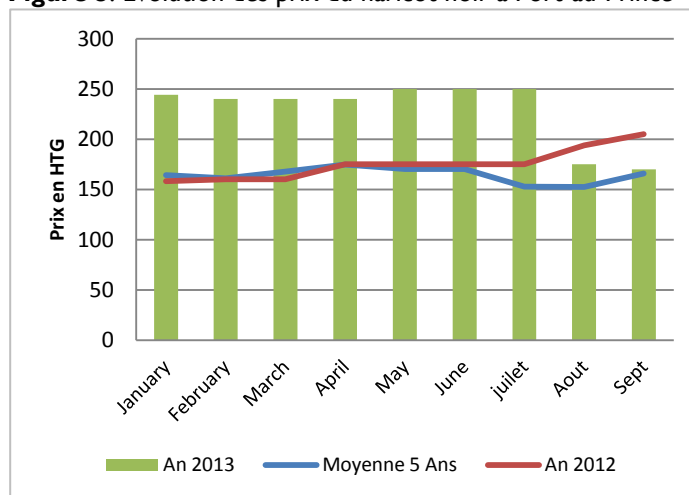
Transferts de fonds de l'étranger. Les transferts reçus des Haïtiens vivant à l'étranger continuent à augmenter. Ces montants sont d'une importance capitale pour les bénéficiaires qui les utilisent pour la satisfaction de leurs besoins alimentaires et surtout pour l'éducation de leurs enfants. D'ordinaire, ces fonds augmentent pendant les mois où les ménages doivent faire face à des dépenses additionnelles, particulièrement en mars, en septembre et en décembre, périodes coïncidant avec respectivement les fêtes de pâques, de la rentrée des classes et les festivités de fin d'année.

Figure 4. Indice de végétation par différence normalisée (NDVI). Période 1^{er} à 10^{ème} octobre 2013.



Source : USGS/FEWS NET

Figure 5. Evolution des prix du haricot noir à Port-au-Prince



Source : FEWS NET

D'après la Banque de la République d'Haïti (BRH), le montant des transferts s'est chiffré à 107 millions de dollars en août 2013, soit une augmentation de 14 pour cent par rapport à août 2012. La figure 6 en montre une évolution au cours des trois dernières années. Il est probable que cette tendance se maintienne pendant toute la période couverte par cette perspective et même au-delà (Figure 6).

Suppositions

Suite à ces constats, on est amené à formuler les hypothèses générales que voici :

- La production de la deuxième campagne agricole qui a démarré avec retard dans de nombreuses zones sera inférieure par rapport à une année typique mais supérieure à celle de 2012;
- Les prix des denrées alimentaires locaux seront maintenus stables jusqu'à décembre avant d'entamer une hausse dès janvier/février 2014;
- La campagne de riz dans l'Artibonite et de haricots dans les plaines irriguées, en novembre et décembre, sera l'occasion pour les ménages pauvres des zones avoisinantes de trouver des emplois dans les champs;
- Selon les prévisions du *Caribbean Climate Outlook Forum* (CARICOF), il est probable que les pluies soient supérieures à la normale dans le Sud du pays en octobre et novembre, ce qui risquerait de provoquer des inondations et entraver la production des cultures tout en gênant la bonne circulation des services et des biens;
- Comme toujours, pour la fête de fin d'année, les transferts d'argent effectués par la diaspora vers les membres de leur famille en Haïti connaîtront une augmentation d'environ 10 pour cent.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

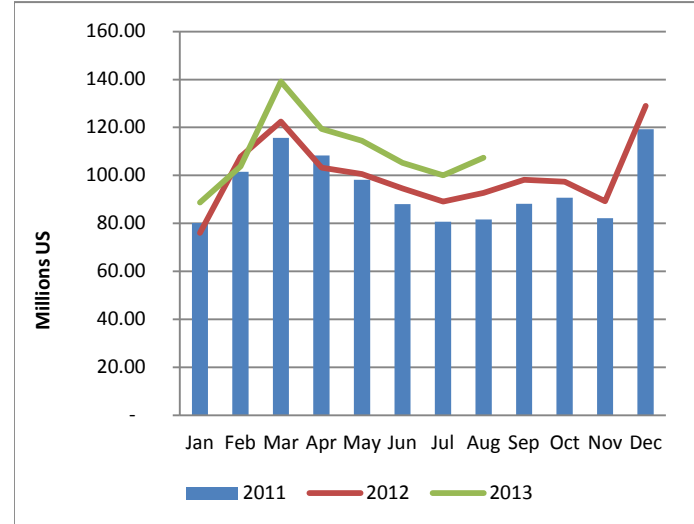
Les différents chocs qui ont eu de sérieux impacts sur l'agriculture en 2012 se sont répercutés sur la sécurité alimentaire des ménages pauvres, jusqu'au premier semestre 2013. Ces ménages qui dépendent généralement du marché pour se nourrir, n'arrivaient pas à satisfaire leurs besoins alimentaires. Dans la plupart des départements géographiques, les pauvres étaient en Stress correspondant à la Phase 2 de l'IPC. Des communes dans le Plateau Central et la péninsule du Sud, beaucoup plus affectées par les chocs, avaient atteint la phase de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Cependant, depuis juillet/août, avec les récoltes provenant de la campagne de printemps, la situation a commencé à s'améliorer. Ces conditions beaucoup plus favorables ont contribué à un recul de l'insécurité alimentaire. L'enquête de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnel (ESSAN), effectuée en août 2013 par la CNSA et ses partenaires, l'a en effet confirmé. Les indicateurs considérés présentent des scores de consommation et de diversité alimentaires similaires aux résultats obtenus avant les chocs de 2012. Par exemple, 56 pour cent de la population avaient un score de consommation acceptable en octobre 2012 après le passage du cyclone Isaac contre 84 en août 2013. L'étude a également révélé une diminution de la prévalence de la malnutrition aiguë sévère qui est passée de 1.6 pour cent en novembre 2012 à 0.6 pour cent en août 2013. De plus, avec la baisse des prix des produits alimentaires, l'accès à la nourriture s'est amélioré.

Cette situation devrait se maintenir tout au long de la période de la perspective. En effet, l'offre alimentaire locale devrait augmenter particulièrement entre octobre et février, où des récoltes de céréales, de légumineuses, de tubercules, de bananes et de légumes se poursuivront dans la plupart des zones agro écologiques du pays. Cependant, cette offre restera inférieure aux besoins et devrait être par conséquent compensée par l'importation et l'aide alimentaire.

Par ailleurs, toutes les communes du pays n'ont pas bénéficié d'une production performante. Des communes dans le Nord, le Nord-ouest, l'Artibonite et la péninsule du Sud, souffrent encore de la sécheresse, provoquant de faibles récoltes au cours de la première saison agricole. La rentrée scolaire en octobre, qui exige de grands débours, a mis les ménages à rude épreuve, particulièrement ceux ne recevant pas de transferts d'argent de l'étranger. Faute de récoltes adéquates cette

Figure 6. Flux des transferts entre janvier 2011 et août 2013



Source : BRH

année, leur revenu fait défaut. Beaucoup ont dû se décapitaliser en vendant de jeunes têtes de bétail pour se nourrir. Leur pouvoir d'achat est alors très faible, ce qui les empêche de satisfaire convenablement leurs besoins alimentaires.

De plus, dans certaines communes dans le Sud-est, des poches de malnutrition ont été identifiées au cours du mois d'octobre. La fin de trois projets d'assistance humanitaire dans ce département en août a probablement accéléré ce phénomène. Plus d'une vingtaine d'enfants frappés de malnutrition sévère ont dû être hospitalisés pour une prise en charge. La Santé Publique estime la prévalence de la malnutrition sévère à 7 pour cent contre 5 pour cent en moyenne nationale. La faible disponibilité alimentaire subséquente à la perte de récoltes, le mauvais état des routes, l'insalubrité et une forte migration des parents sont parmi les facteurs déterminants. L'analyse IPC permet de classer ces communes actuellement en situation de Stress (Phase 2), une situation qui pourrait dégénérer vers janvier/février, en raison de la faiblesse des récoltes attendues à la fin de l'automne.

ZONES DE PREOCCUPATION

Zone Agropastorale Sèche (Bombardopolis, Baie de Henne et Anse-Rouge)

Situation actuelle

La zone agropastorale sèche commence à se récupérer des périodes sèches ayant provoqué de faibles récoltes en 2012 et pendant la première saison agricole de 2013. Après de faibles pluies erratiques en septembre, la deuxième saison pluvieuse a démarré en octobre après un mois de retard. Les déficits hydriques accumulés par les sols tendent à se dissiper. Le pois congo, semé en avril/mai et résistant à la sécheresse est en floraison et annonce des récoltes performantes. Le sorgho et le millet, par contre, auront une faible récolte. En altitude, Bombardopolis par exemple, où l'on a reçu des chutes de pluie, des agriculteurs sèment du maïs et des haricots. Parallèlement, de faibles récoltes de maïs, de pois congo et de bananes sont en cours.

En revanche, la distribution des pluies est inégale dans les zones côtières et les plaines, particulièrement à Anse-Rouge où les agriculteurs ont perdu leur récolte. Cette commune produit du sel marin qui offre des emplois aux ménages. Cependant, suite à la surproduction résultant de l'augmentation du nombre des producteurs, ces derniers font face à une mévente et à des difficultés de paiement des ouvriers. Cette situation est néfaste aux ménages qui ont besoin de cash pour payer les frais d'écolage de leurs enfants et s'acquitter de leurs obligations y compris l'achat de la nourriture pour laquelle ils dépendent à plus de 80 pour cent du marché. De plus, les points d'eau y sont asséchés et la population est alimentée en eau potable par un organisme de l'État.

Par ailleurs, les prix des produits alimentaires, après avoir affiché une tendance à la baisse en août, montrent une certaine stabilité. Les prix des haricots varient en dents de scie, probablement en raison des problèmes de transport. La perte quasi-totale des plantations de haricots de la zone a affecté l'offre, réduisant ainsi la disponibilité. Les prix sont généralement 20 pour cent plus élevés que la moyenne du dernier quinquennat.

Les réserves alimentaires sont très faibles en raison de pertes de récoltes en 2012 et 2013. Face à cette situation, la vente de biens de production ou la décapitalisation est, selon ACF, pratiquée par 73 pour cent de la population. Et beaucoup de ménages pauvres, constate cette étude, ont dû vendre du bétail reproductif, fragilisant ainsi leurs moyens d'existence. Ainsi, en consentant à envoyer leurs enfants à l'école en octobre, ces ménages ne le font qu'au détriment de leur consommation alimentaire. Aussi pour survivre, ils se sont défaits de leurs biens et ont fabriqué beaucoup plus de charbon de bois en dépit de la rareté des ressources ligneuses.

L'étude nationale sur la sécurité alimentaire effectuée en août 2013 montre une détérioration de certains indicateurs comme le score de consommation alimentaire (SCA) au niveau du Nord-ouest et de l'Artibonite. Ces données, cependant, ne sont pas désagrégées au niveau communal puisqu'elles sont collectées au niveau départemental. L'insécurité alimentaire est généralement plus élevée dans les communes de préoccupation, parce que plus vulnérables aux menaces agro-climatiques. De plus, bien que la sévérité de la malnutrition aigüe globale soit faible dans le Nord-Ouest et moyenne dans l'Artibonite, elle est en augmentation par rapport à 2012 (CNSA et partenaires, août 2013).

Tenant compte de la distribution inégale des pluies dans la zone et de son impact sur la production agricole, on peut déduire que la situation alimentaire est plus difficile à Anse-Rouge, où même les animaux souffrent de la rareté d'eau et de fourrage. Les communes de Bombardopolis et de Baie de Henne sont en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC) tandis qu'Anse-Rouge est en Crise (Phase 3 de l'IPC).

Suppositions

- Les pauvres seront contraints d'intensifier la production du charbon atteignant, dès décembre et janvier, le pic de production qui se situe normalement entre février et mars.
- A chaque fois qu'une zone fait face à une situation de crise alimentaire, les jeunes sont les premiers à se déplacer à la recherche du travail dans les villes ou les zones irriguées. Cette année, une plus grande proportion de jeunes et de chefs de ménages se rendront dans le bas Artibonite et les grandes villes à la recherche d'emplois rémunérateurs qui leur permettront de supporter le reste du ménage.
- Se basant sur les prévisions pluviométriques de CARICOF, il est probable que la zone continue à souffrir de pénurie hydrique pendant toute la période de la perspective.
- La production de l'automne, particulièrement le sorgho, le maïs, les haricots seront jusqu'à 50 pour cent plus faibles que la normale.
- La période de soudure sera précoce en 2014. La faible production de l'automne et la perte des cultures de la première saison agricole de 2013 n'auront pas permis de constituer des stocks alimentaires jusqu'en février/mars, la période de soudure démarrera dès janvier 2014, contrairement à une année normale où elle commence en mars.
- Les prix des produits alimentaires conserveront leur stabilité jusqu'en décembre avant d'afficher une hausse à un rythme plus accéléré que la normale.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

La perte des récoltes en 2012, puis au début de 2013 et la perspective de faibles récoltes en automne 2013, feront augmenter la dépendance des ménages pauvres du marché. La production propre qui représente généralement 25 pour cent des sources de nourriture d'un ménage a considérablement chuté. En raison de la baisse des prix des produits alimentaires depuis août et de leur stabilité actuelle, l'accès à l'alimentation des pauvres devrait s'améliorer. Cependant, les revenus provenant des activités agricoles comme la vente de produits agricoles et la main-d'œuvre (qui constituent près de 80 pour cent du revenu) ont beaucoup baissé suite à la sécheresse qui a provoqué un faible investissement dans l'agriculture. Les ménages pauvres auront à faire face à un déficit alimentaire jusqu'en décembre, ce qui les maintiendrait en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC).

Vu que les réserves alimentaires seront faibles en janvier, une hausse des prix des produits alimentaires est à anticiper. Beaucoup de ménages pauvres seront forcés de se décapitaliser davantage en vendant du bétail ou en accentuant la coupe des arbres pour la fabrication du charbon, ce qui conduit à une diminution de leurs moyens d'existence. Entre janvier et mars 2014, ce groupe de ménages sera en phase 3, phase correspondant à la Crise selon l'approche IPC.

Zone agropastorale semi-humides (Jacmel, Bainet)

Situation actuelle

Une longue période de sécheresse règne sur toute la zone ainsi que les régions avoisinantes depuis le début de la période de semis (Mars/Avril). Le maïs, les haricots et le pois inconnu semés au cours du printemps ont eu une performance médiocre en juillet. Le sorgho aura une très faible récolte en décembre/janvier, si la zone continue à faire face au déficit hydrique. Les cultures pérennes comme les bananes n'atteignent pas encore leur niveau de production normale après avoir été endommagées par les ouragans de 2012. De faibles récoltes de haricots, de maïs et d'ignames provenant de poches jouissant de conditions pluviométriques favorables sont en cours. Les ménages disposent d'un très faible niveau de réserves céréalières, conséquence de la faible production du printemps.

Le projet MYAP qui offrait de l'aide alimentaire aux personnes à risque telles que les femmes enceintes et allaitantes, les enfants malnutris, arrivait à terme en août dernier après 6 ans de service dans la zone. Des programmes de *cash for work* sont en exécution dans certaines localités, et emploient, sur une base rotative, des membres des ménages.

De surcroît, entraîné par la tendance nationale, les prix des produits alimentaires de base tels que le maïs et les haricots, très élevés jusqu'en juin 2013, ont commencé à chuter en juillet, avant de se stabiliser en septembre. Par exemple, le maïs est 74 pour cent moins cher en septembre qu'en juin 2013. Les prix des produits importés comme le riz et la farine sont très stables. Certaines sources de revenu comme la vente de production agricole, la main-d'œuvre agricole ont baissé très significativement à cause de la sécheresse sévissant dans la zone. Par contre, la vente du bétail s'accélère sans cependant compenser l'apport des revenus agricoles.

Le pourcentage de personnes ayant un score de consommation alimentaire à la limite est de 17 pour cent en août 2013 (CNSA et ses partenaires). Ce pourcentage était en augmentation par rapport à août 2012, cependant, la baisse des prix, et les récoltes en cours, bien que faibles, devraient entraîner sa réduction en octobre. D'un autre côté, la malnutrition aigüe globale est faible, bien qu'en augmentation comparativement à août 2012.

Tout cela confirme les difficultés auxquelles les ménages pauvres font présentement face. Ils ont dû alors vendre beaucoup plus de bétail pour se nourrir et pour la scolarisation de leurs enfants. Les sources de revenu et de nourriture que représente la production agricole ont diminué assez substantiellement sans être pour autant compensé par les autres sources. L'on peut donc en déduire que les ménages pauvres font actuellement face à un déficit alimentaire qui les place en état de Stress (Phase 2 de l'IPC).

Suppositions

- Les prix des produits alimentaires vont continuer à se stabiliser jusqu'en décembre. Puis vers janvier, ils auront tendance à augmenter beaucoup plus vite que la normale à cause de l'épuisement des stocks alimentaires.
- La production d'automne, particulièrement celle du sorgho, des ignames, des haricots et des bananes sera plus faible que pendant une année normale. La faible pluviométrie enregistrée depuis des mois en est la principale cause.
- Se référant aux prévisions de la CARICOF, il est probable que les pluies varient entre normale à au-dessus de la normale, ce qui aurait un impact très positif sur les cultures pérennes comme la banane mais beaucoup moindre sur les cultures annuelles qui ont déjà trop souffert de la sécheresse.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Les faibles récoltes de maïs, d'ignames et de sorgho qui se feront entre octobre et janvier ne permettront pas aux ménages pauvres de satisfaire leurs besoins alimentaires. L'augmentation des prix des denrées alimentaires dès janvier 2014 exacerbera leur déficit alimentaire à un moment où les stocks constitués à partir des dernières récoltes s'épuiseront. En effet les prix du maïs et des haricots peuvent varier jusqu'à 15 à 20 pour cent leur niveau actuel à cause de la diminution de l'offre.

Les ménages pauvres feront appel aux stratégies habituelles pour essayer de pallier ces déficits alimentaires. Ils vendront du bétail additionnel, mais beaucoup d'entre eux ont déjà presque tout vendu, vu qu'ils ont eu à faire face à des intempéries qui réduisent leur production depuis 2012. Ils sont donc décapitalisés et certains de leurs membres devront migrer vers les grandes villes à la recherche d'emplois rémunérateurs. Mais ces stratégies n'apportent pas toujours de grands résultats et contribuent à appauvrir davantage ces ménages qui perdent leurs ressources productives.

Les ménages pauvres vont continuer à être en situation de Stress jusqu'en décembre (Phase 2 de l'IPC), mais risquent de tomber en Crise (Phase 3 de l'IPC) de janvier à mars 2014.

EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCENARIOS

Tableau I : Événements possibles dans les prochains six mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	Aggravation de la politique migratoire entre Haïti et la République Dominicaine	Baisse du volume d'échange entre les deux pays conduisant à une augmentation des prix des produits alimentaires
National	Augmentation tension socio-politique	Baisse des investissements, perturbation fonctionnement des marchés